

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité.

sous-commandant insurgé Marcos
Mexique, Calendrier de la résistance
rue des cascades 2007
380 pages, 15 €

Alena : Accord de libre-échange nord-américain (entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique) entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

Ejido : ensemble de terres cultivables créé de droit par l'Etat mexicain, réservé aux communautés paysannes (...) Cette propriété sociale de la terre (...) constituait la principale conquête de la révolution de 1910, a été garantie par l'article 27 de la Constitution mexicaine de 1917, qui établissait également le principe fondamental de la propriété nationale et limitait la propriété privée dans son extension (...) Source constante de conflits, notamment pour les indigènes qui ont eu à défendre face à la convoitise des grands propriétaires terriens, les ejidos sont les premières victimes de l'amendement à l'article 27 que Salinas de Gortari a fait voter, en 1992 : les ejidos peuvent désormais être vendus, dans des conditions certes précises mais quasiment jamais respectées.

Encomienda : à l'époque de la « Conquête » espagnole, formule par laquelle la couronne cédait à un sujet espagnol (encomendero) le droit de percevoir le tribut ou le service personnel dont les indigènes étaient redevables à la couronne, en échange de leur évangélisation par l'encomendero. En vigueur jusqu'au XVIII^e siècle (...)

EZLN : Ejercito Zapatista de Liberacion Nacional, Armée zapatiste de libération nationale, fondée le 17 novembre 1983, elle s'est manifestée publiquement pour la première fois lors du soulèvement du 1^{er} janvier 1994.

INAH : Instituto Nacional de Antropologia e Historia, Institut national d'anthropologie et d'histoire.

Inegi : Institut national de statistique (équivalent de l'Insee français).

PAN : Partido de Accion Nacional, Parti d'action nationale, rassemblant autour de la droite catholique un éventail qui s'étend de l'extrême-droite au centre modéré (en sont membres le président Calderon Hinojosa, comme Vincente Fox avant lui).

PEP : Policia Federal Preventiva, Police fédérale préventive, créée en 1998 en confiant à des militaires des missions de répression policière, de compétence nationale.

PGR : Procuraduria General de la Republica, bureau du procureur général de la République, équivalent du ministère de la Justice. Chargée des inculpations, la PGR possède sa propre police, de compétence nationale, la Police judiciaire fédérale.

PRD : Partido de la Revolucion Democratica, Parti de la révolution démocratique, fondé en 1989, censé regrouper le centre gauche institutionnel.

PRI : Partido Revolucionario Institucional, Parti révolutionnaire institutionnel, longtemps parti d'Etat, fondé en 1929, prétendu héritier de la révolution mexicaine de 1910, a dirigé sans partage le Mexique jusqu'en 2000.

Janvier : Oaxaca, la première stèle

Nous sommes d'Oaxaca, terre où l'hier et l'aujourd'hui constituent les racines du lendemain. Sur cette terre survivent des indigènes mexicains : Mixtèques, Popolèques, Chochos, Triquis, Amuzgos, Mazatèques, Cuicatèques, Chinantèques, Zapotèques, Chatinos, Mixes, Chontals, Huaves, Nahuas, Zoques, Izcateques et Tacuates, sans compter une population rurale mexicaine ignorée. (...) 60 à 70% de la population de l'Oaxaca est indigène. Sur un total de 5798 communes, 418 sont dénommées « communautés indigènes » et sont régies par leurs propres règles de gouvernement, ce que d'aucuns appellent « us et coutumes ».

Monte Alban. A ses pieds brille le superbe désordre de la ville d'Oaxaca, capitale de cette province, dont on ne parle, comme toutes les autres du Mexique, que lorsqu'elle subit le passage d'un ouragan, d'un tremblement de terre ou de faux gouvernants, ou bien quand l'accablante pauvreté prend le chemin de la révolte armée.

(Aussi) se trompe-t-on totalement en attribuant à la race espagnole ou à toute autre race la responsabilité des longues souffrances des peuples indiens du Mexique. Ce fut et c'est toujours le puissant, quelle que soit la race à laquelle il appartient, qui réaffirme sa domination en détruisant l'identité des dominés.

(...) Mais la résistance existe. Les habitants des communes de San Pedro Ixtlahuaca, de Santa Cruz Xoxocotlan et de Santa Maria Atzompa se sont mobilisés pour éviter une telle privatisation de l'histoire. Le nom de l'organisation qu'ils ont fondée, le Front zapatiste contre la privatisation et la dépossession néolibérale, qui réunit des paysans d'ejidos, des paysans des communautés, des petits propriétaires et des habitants de colonies, dit bien ce qu'elle veut être et la tâche qu'elle s'est donnée.

Malgré la répression qui y fait rage, l'Oaxaca recèle quelques-uns des meilleurs exemples de la résistance au néolibéralisme. Or non seulement aucun de ces exemples n'a à voir avec un quelconque parti politique, mais ils existent aussi contre tout parti politique. (...) Dans la sierra du Sud (mais pas seulement là), l'Alliance magoniste zapatiste, la Coalition d'organisations de l'Etat d'Oaxaca, le Comité de défense des droits du peuple, la Coalition d'organisations indépendantes de la Cuenca, le Front élargi de lutte populaire, le Front civil de Teojomulco, le Front unique de défense indigène, les Organisations indiennes de l'Oaxaca pour les droits humains, l'Union des paysans pauvres et l'Union de la jeunesse révolutionnaire du Mexique se sont regroupés au sein de la Coordination populaire magoniste antinéolibérale d'Oaxaca et mènent un processus de résistance les plus intéressants du Mexique.

Ce n'est pas tout. Dans l'Oaxaca, la résistance regorge de sagesse et de détermination et emprunte de nombreux noms. C'est ainsi que l'on trouve le service du peuple mixe, l'Union d'organisations de la sierra Juarez d'Oaxaca, l'Union des communautés indigènes de la zone nord de l'Isthme, la Coordination régionale des producteurs de café de l'Oaxaca et le

Mouvement unifié de lutte triqui, pour ne mentionner que quelques-unes des nombreuses organisations qui poussent sur le sol de cet Etat. (...) On verra difficilement l'un des membres de ces organisations ou de ces communes se battre pour un siège de député. Leur vocation n'est pas d'avoir le pouvoir, mais de servir. Ainsi le veulent les Anciens qui érigèrent la grande Monte Alban, eux dont la rébellion a renversé ceux qui gouvernaient dans la superbe.

Quand les prête-noms de la haute finance (Diego Fernandez de Cevallos et ses sbires Manuel Bartlett et Jesus Ortega, du PAN, du PRI et du PRD, respectivement) ont jeté aux oubliettes la reconnaissance constitutionnelle des droits et de la culture indigènes, au Congrès mexicain, ils n'ont pas fait que singer les encomenderos de l'époque coloniale, ils se sont aussi et surtout assurés que l'histoire du Mexique puisse devenir une marchandise supplémentaire sur le marché international.

(...) En haut, seule compte la relève de ceux qui ont le pouvoir. De sorte que le temps du puissant ne s'achève que lorsqu'un autre puissant le remplace. Tandis qu'en bas le temps continue de s'écouler. (...) La lutte se poursuit qui oppose, d'un côté, ceux qui se prétendent l'achèvement des temps et, de l'autre, ceux qui savent que le dernier mot se construit en résistant, parfois en silence, loin des médias et des cercles du pouvoir.

C'est uniquement de cette façon que l'on peut comprendre que le monde actuel n'est ni le meilleur ni le seul monde possible, et que la question n'est pas non plus seulement que d'autres mondes sont possibles, mais surtout que ces mondes nouveaux sont meilleurs et nécessaires. Tant qu'on ne le comprendra pas, l'histoire continuera de n'être qu'une suite confuse et désordonnée de dates, de lieux et de vanités de différentes couleurs.

Le mouvement indigène dans lequel s'inscrit le zapatisme ne cherche pas à retourner au passé et à conserver l'injuste structure pyramidale de la société en ne changeant que la couleur de peau de ceux qui, en haut, commandent et disposent.

Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain,
sous-commandant insurgé Marcos,
Mexique, janvier 2003

Février : Puebla, la deuxième stèle

Le Puebla : selon l'Inegi, en 2000, cet Etat compte plus de cinq millions d'habitants, dont plus de cinq cent mille, âgés de plus de cinq ans, sont locuteurs d'une langue indigène. Dans ce territoire qui aujourd'hui leur appartient survivent et résistent des indigènes nahuas, totonaques, mixtèques, otomis et popoloques. Février, dans l'Etat de Puebla. Un petit nuage bleuté, gracieux comme une princesse, surplombe Tehuacan et ceint le Soleil sans le masquer.

Alors que sous le mandat de Guillermo Jimenez Morales la répression visait la campagne (...), avec Pina Oyala, c'est la ville qui devint l'objectif. On a donc créé la police montée, la dénommée brigade canine et la police secrète (en civil), et trois grands projets furent mis en route : SWAT, Laurier et Mercure. Leur objectif ? Le contrôle par la répression de Puebla, Atlixco, Texmelucan et Tehuacan. leur résultat ? Les massacres (notamment celui de Jolalpan, en 1991), l'assassinat de dirigeants (Gumaro, Meliton Hernandez et Sebastian Garcia) et la persécution de mouvements démocratiques (attaque de l'université Benemérita Autonoma de Puebla, agressions contre le syndicat des travailleurs de Volkswagen et contre celui des employés du téléphone).

Dns les agglomérations et à la périphérie, les maquiladores, comme on appelle ces ateliers d'assemblage et de confection, n'ont cessé de proliférer. Ils fonctionnent presque tous avec des contrats précaires qui se caractérisent par des bas salaires (dix fois moins que ce qui est payé aux Etats-Unis et cinq fois moins qu'à Taiwan), des heures supplémentaires non rémunérées et des journées de travail de plus de huit heures. Comme le dénonce le Réseau de solidarité et de défense des travailleurs, une organisation formée par des avocats, des sociologues et des anthropologues et qui conseille gratuitement les travailleurs, l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) est en train d'en finir avec l'industrie textile du Puebla : d'autre part, dans l'entreprise Kukdong, par exemple, les travailleurs reçoivent des coups, comme au « bon vieux temps » de Porfirio Diaz.

Le mouvement citoyen, une organisation Tlazcalancingo, dans la commune de Cholula, a engagé une résistance s'opposant tout particulièrement au recours légal des « expropriations pour cause d'utilité publique » qui permet aux trois différents échelons mexicains de gouvernement de modifier l'usage des terres cultivables et d'exproprier des ejidos ou des terrains communaux, pratiquement en toute impunité.

Voici ce qu'ils disent. « (...) Nous voyons déjà venir le désastre et nous considérons qu'indépendamment de la défense politique, de la résistance politique, il faut aussi mener une résistance culturelle. C'est ce que nous faisons en ce moment. Nous récupérons et sauvegardons nos traditions, nos coutumes, autrement dit notre culture, pour pouvoir de cette manière résister aux assauts de ces plans de développement qui nous affectent de mille manières différentes ».

(...) Il y a Eglise et Eglise (...) Il existe effectivement cette Eglise qui a hérité la superbe, la stupidité et la cruauté des conquistadores espagnols. Il y a ce haut clergé qui choisit d'être du côté des puissants et se place au-dessus de ceux qui, en bas, constituent la couleur de la terre, quoi qu'en dise la marche du temps et du calendrier. Il y a cet évêque Onésimo Cepeda, qui pousse sous bien d'autres noms, partout sur le sol mexicain, et qui accorde sa bénédiction sur les terrains de golf, dans les restaurants de riches, aux superbes tables où la nourriture abonde et où on trouve de tout, sauf la dignité et le courage.

Cette Eglise qui, quand elle prie, le fait à ce PAN égoïste qu'elle sert et dont elle se sert pour être au-dessus de ceux qui sont en bas. L'Eglise de l'oppression et de la superbe. Cette Eglise hérétique qui adore les dieux du pouvoir et de l'argent. Celle qui prie pour que la Conquête continue et ne cesse pas tant qu'il restera un seul des habitants originels de ces terres. Celle qui se montre pleine d'indulgence envers le crime érigé en gouvernement et en entreprise, et qui condamne au feu infernal et terrestre la rébellion de ceux qui exigent justice et paix.

Cependant, il existe aussi une autre Eglise. Une Eglise qui a hérité de l'humilité, l'honnêteté et la noblesse. Ce bas clergé qui est en faveur des pauvres. Cette Eglise qui choisit d'être du côté des exclus sans que lui importe le faste religieux. Ces curés, ces bonnes sœurs, ces prêtres séculiers et ces croyants qui n'en imposent ni n'imposent à personne, qui travaillent en bas, coude à coude avec ceux qui font accoucher la terre, qui font fonctionner les machines et font circuler les produits. Cette autre Eglise est formée par les Tout Faux. oui, ceux qui ont tout faux. (...) A Puebla, et dans l'ensemble de la république mexicaine, cette Autre Eglise marche aux côtés des peuples indiens et avec eux résiste et lutte.

Des montagnes du Sud-Est mexicain,
sous-commandant insurgé Marcos,
Mexique janvier 2003

Mars : Veracruz, la troisième stèle

Selon l'Inegi, en 2000, cet Etat avait près de sept millions d'habitants, dont quelque sept cent mille indigènes. Ce territoire est en effet peuplé d'Indiens huastèques, tépéchuas, otomis-hnahnus, totonaques, popoloques, mixtèques, zapotèques, mixes, nahuas, chinantèques, mazatèques et mayozoques.

Les producteurs de pommes de terre de cet Etat perdent la plus grande partie de leurs récoltes, à quoi il faut encore ajouter le refus de l'entreprise Sabritas de les acheter, rompant ainsi ses engagements. Résultat : des paysans sans produits et sans argent pour leurs produits. A Cordoba et dans d'autres régions du Veracruz, les producteurs de café se mobilisent. A Tezonapa, les cultivateurs ne réclament pas des aides monétaires mais un réajustement du prix du café qui tienne compte de la réalité. En effet, sur les marchés le café atteint 40 pesos le kilo (un peu moins de 3 euros) alors qu'on ne le paye au producteur qu'un peso ou 50 centavos (7 ou 3,5 centimes d'euro).

Toutes les semaines, il n'y a pas moins de trois autobus remplis de mexicains qui partent vers la frontière. Pour aller où ? Mais aux Etats-Unis d'Amérique, bien sûr. Ils partent en quête des aliments que leur terre pourtant si riche leur fournissait, mais que la voracité faite entreprise et gouvernement leur ôte aussitôt récoltés. Des familles entières doivent tout abandonner, le plus souvent pour un simple mirage. La plupart du temps, les enganchadores, les « recruteurs », leur promettent logements et bons salaires, mais une fois à destination, ils ne trouvent que camps de travaux forcés et salaires misérables. Qu'à cela ne tienne, ils partent quand même, c'est mieux que les 8 pesos (0,5 euro) par jour qu'on gagne en moyenne dans le Veracruz. La crise des petits producteurs de café a évidemment joué en faveur des grands propriétaires, qui disposent ainsi à un prix dérisoire de toute la main d'œuvre dont ils pourraient avoir besoin. Résultat : il y a moins de riches, mais ils sont plus riches ; il y a plus de pauvres, mais ils sont plus pauvres.

Dans la sierra du nord de Veracruz (...) Cette région a l'énorme avantage de posséder la seule radio communautaire de notre pays, Radio Huayacocotla, qui émet (en tirant les moustaches du ministre de l'Intérieur, qui a essayé plusieurs fois de la faire taire) en nahua, en tépéchua et en nyuhu.

A Ixhuatlan de Madero, après la terrible répression dont elles furent victimes, le 14 juin 2001, quand le cortège de plus de sept cents personnes qui effectuaient une marche de protestation jusqu'à Xalapa pour exiger la construction d'un hôpital à Campo la mata tomba dans une embuscade – non pas en pleine ville, mais, comme le voulait le gouverneur, aux abords de leurs communautés -, les communautés indigènes de cette commune ont décidé de fonder le Front indigène ixhuatèque, pour lutter contre la répression sauvage qui est la seule réponse qu'elles obtiennent du gouverneur Miguel Aleman Velazco.

A Coyutla, dont 90 pour cent des habitants sont des indigènes totonaques, la corruption, la discrimination et la répression ont débouché, en toute logique, sur la rébellion. C'est là qu'est né et que continue de lutter le mouvement citoyen de Coyutla, constitué par les habitants. Si, si, par les habitants, point. Sans distinction de partis politiques, les citoyens s'organisent, discutent, se mettent d'accord et font aboutir leurs revendications. Depuis les derniers mois de 2000, leurs exigences de mettre fin à la corruption et à la discrimination à leur encontre n'ayant eu pour toute réponse que menaces, coups et coups de fusil, les habitants de Coyutla ont donc formé un conseil municipal autonome. Et quand une des

réunions fut attaquée par des pistoleros envoyés par le gouvernement, les femmes firent face aux attaquants et les ont mis en fuite. Voici ce que quelques-unes d'entre elles disent à ce sujet :

« Les gens sont prêts à poursuivre la lutte, ils n'ont plus peur, parce que nous sommes organisés. Nous avons démontré que nous sommes plus forts que ceux qui achètent les consciences et que ceux qui ont pillé notre peuple. Notre cause est la justice dans la dignité et le respect de notre autonomie. Nous les Totonagues, nous résistons de beaucoup de manières différentes : à travers la danse, la musique et la fête ; à travers le travail communautaire (ce que nous appelons ici *mano vuelta*, le "tour de main"). Nos vêtements, nos rites, nos mythes et récits aussi font partie de la résistance. L'ensemble nous aide à maintenir vivante notre culture et à défendre nos droits en tant que peuple totonaque ».

La commercialisation d'El Tajin est synonyme de sa destruction. Chaque fois que monsieur Aleman monte un de ses « chows » (sic), des vestiges préhistoriques sont brisés pour pouvoir installer des podiums et des tours de projecteurs sur leurs fondations. Là encore, l'INAH est complice, puisqu'il empoche une part du gâteau.

A Ixtaczoquitlan, les habitants se battent depuis des lustres contre la pollution causée par la compagnie Cementos Apazco ; en attendant, autour de cette cimenterie les déformations congénitales et les fausses couches continuent d'augmenter.

(...) Toutes les protestations et la mobilisation des peuples indiens du Mexique contre une loi que les sénateurs voulaient et veulent restreindre aux « gens proches de l'EZLN et de son sous-commandant » ne signifient pour eux qu'une chose, c'est que les peuples indiens ne saisissent pas l'incommensurable « sagesse » des législateurs du PRD. La réalité, c'est que les sénateurs de la gauche mexicaine ont tout simplement défendu une loi qui est de droite et que quand le camarade Cardenas Solorzano déclara voter en faveur de la contre-réforme indigène, il a voté une loi qui est de droite (...)

Le PRD vote depuis trois ans pour le néolibéralisme et contre les Mexicains, et son vote a donc signifié voter en faveur du remboursement de la dette extérieure, de la limitation de la croissance et d'une obéissance fidèle aux diktats du FMI et de la Banque mondiale.

Le PRD a été un parti de gauche, c'est vrai. Il ne l'est plus. Il a choisi de se mettre sur les rangs (en dernière position) et de rejoindre la logique de la classe politique. Il n'aspire plus qu'à une chose, à être ce qui fait pencher la balance d'un côté ou de l'autre, négligeant ce fait que le propriétaire de la balance s'en fiche royalement. Il est désormais partie prenante de l'appareil d'Etat et en dépend économiquement, donc politiquement.

Nous, les zapatistes, nous n'ignorons pas qu'il existe beaucoup de gens honnêtes et conséquents au sein du PRD. Nous les saluons ici. Mais ce ne sont pas eux qui décident de l'orientation et du programme de cette force politique.

On ne cesse de nous répéter encore et toujours qu'il n'y a rien à faire. Cependant, comme le disait le commandant Tacho le 1^{er} janvier : « Si, autre chose est possible... »

Des montagnes du Sud-Est mexicain,
Sous-commandant insurgé Marcos,
Mexique, janvier 2003

Avril : Tlaxcala, la quatrième stèle

Le Tlaxcala. Selon les statistiques de l'Inegi, en 2000, cet Etat avait un peu moins d'un million d'habitants, dont près de trente mille, âgés de plus de cinq ans, parlent une langue indigène. Sous le ciel du Tlaxcala, vident des indigènes nahuas, otomis-hnahnus et totonaques.

Ici, l'implantation de maquiladoras qui « avalent » ou subordonnent les plus petites ne cesse d'augmenter. C'est simple, une entreprise s'installe en ville et ensuite se « dédouble » en envoyant les contremaîtres installer leur propre atelier clandestin dans les communautés, de préférence de deux ou trois mille habitants, où ils payent des salaires plus bas qu'en ville et se servent de maisons louées pour quelques mois seulement, de façon à pouvoir changer d'endroit souvent. Il existe une variante, qui consiste en ce que l'atelier de confection le plus gros ou qui est déclaré « achète » ou accapare la production des plus petits, clandestins.

Dans les endroits comme Hueyotlipan et Zapata, les entreprises fournissent les machines et les habitants la main d'œuvre, les parents laissant même embaucher leurs enfants dès l'âge de huit ans. Les bailleurs de fonds se mettent d'accord directement avec les familles, qui fournissent le site et les travailleurs, tandis que le propriétaire fournit le salaire, les outils et les matériaux.

Comme au XIX^e siècle, les pères de famille deviennent des gardes-chiourmes qui surveillent le travail de leurs propres enfants. On paye les enfants 70 pesos (5 euros) par semaine pour effiloche l'étoffe, de 13 heures (heure à laquelle ils sont censés terminer l'école) à 19 heures. Il s'ensuit que les enfants souffrent de malnutrition et désertent l'école primaire. Et comme c'est une région produisant un grand nombre de migrants, les mères et leurs enfants dépendent entièrement du caprice des maquiladoras pour avoir des revenus. La destruction du tissu social communautaire qui en résulte entraîne la prolifération des drogues et de la prostitution.

A San Pablo del Monte, les habitants ont bloqué la route, ce qui a attiré aussitôt la police et déchaîné la répression. Fatiguées d'appartenir au syndicat de pacotille CROC, les ouvrières de l'entreprise Arcomex située sur la route nationale, juste à l'entrée de Tlaxcala, qui fabrique des pièces d'automobile pour Volkswagen, ont voulu fonder leur propre syndicat indépendant, ce qui fait qu'elles se sont d'abord battues pour obtenir un contrat en bonne et due forme. Evidemment, le syndicat a envoyé sur place les gros bras du CROC, qui sont allés jusqu'à chasser la police – envoyée surveiller les lieux et empêcher qu'un conflit n'éclate – pour pouvoir cogner librement sur les travailleuses qui voulaient changer de syndicat.

Le « miracle » des maquiladoras, ces ateliers de confection si chers aux gouvernants et aux intellectuels de droite, ne débouche nullement sur la création d'emplois, mais sur un cercle vicieux cauchemardesque entraînant des conditions de travail qui feraient honte aux encomenderos de l'époque coloniale espagnole. « Si vous n'acceptez pas de travailler dans les conditions que je dicte et pour ce salaire, je m'en vais voir ailleurs », disent les maquiladoras. De sorte que dans des communes comme Lazaro Cardenas et Emiliano Zapata, il existe des ateliers opérant dans des conditions quasi coloniales et produisant selon un régime de surexploitation.

A Panotla, les élèves se sont aussi battus contre la fermeture des écoles que voulait l'administration du Tlaxcala et contre l'alarmante militarisation de l'ensemble du territoire de la commune, reconverti en zone militaire dès 1994.

Les yeux et les mains néolibéraux sont fermement décidés à s'emparer de l'axe Puebla-Tlaxcala, qui est le quatrième couloir de population le plus important du Mexique. C'est normal, il regorge de consommateurs et de main d'œuvre.

Début janvier 2003, un groupe d'habitants de l'Etat de Tlaxcala, deux cent vingt délégués de communautés appartenant à l'Union des travailleurs agricoles de Tlaxcala, se rassembla à Mexico (...)

« *Quelles sont vos revendications ?* »

Hermenegildo répondit : « (...) *le gouvernement dit que c'est notre faute et que si on ne nous a pas donné notre argent c'est parce que nous sommes arrivés trop tard (...) Nous voulons que justice nous soit rendue et que l'on nous verse le fonds d'épargne de ces 10 pour cent que nous avons cotisés de 1942 à 1964. Qu'ils arrêtent de faire comme si de rien n'était. Fox est forcément au courant (...)* »

Ignacio : « *En tant que membre mandaté des treize, je dis que ce que nous recherchons c'est l'unité au niveau national de tous les braceros, de tous ceux qui sont partis aux Etats-Unis travailler dans le cadre de l'accord bilatéral de nos deux gouvernements, pour réclamer nos droits, c'est-à-dire les 10 pour cent qu'on a retenus sur nos salaires (...)* »

Alejandro : « *L'histoire de cet argent, c'est que tous les braceros qui partaient aux Etats-Unis touchaient 25 dollars et qu'on avait déjà retenu 10 pour cent qui devaient nous être donnés plus tard, en guise de pension ou quelque chose comme ça (...) Sergio Acosta, député fédéral PRD (...) nous avait promis que tout serait réglé à la fin décembre (...), il disait qu'il avait été mandaté par le président Fox (...) pour s'occuper de cette affaire. C'est lui qui a empêché qu'on se mobilise plus tôt (...) Ce monsieur Acosta nous a menti, nous a dupés, et c'est pour ça (...) que nous ne croyons plus en aucun politicien, nous ne croyons plus dans les partis. (...) Pour moi, le problème de notre pays, le problème du Mexique, ce ne sont pas les gouvernants, ce sont les Mexicains, parce que nous n'avons jamais su exiger.*

Malheureusement, depuis l'esclavage que nous avons connu sous le joug espagnol et qui a duré quatre cent cinquante ans, nous avons hérité de mauvaises habitudes. Nos ancêtres nous ont éduqués dans l'idée qu'il fallait toujours respecter la personne qui commande, qu'il fallait respecter le patron, c'était une erreur (...) »

Des montagnes du Sud-Est mexicain,
sous-commandant insurgé Marcos,
Mexique, janvier 2003

Mai : Hidalgo, la cinquième stèle

L'Hidalgo se situe parmi les sept Etats les plus pauvres du Mexique : 63 pour cent de la population vit dans une extrême pauvreté, tandis que 29 pour cent de cette population est simplement pauvre. Pour nous résumer, 92 pour cent des habitants de l'Hidalgo sont pauvres (article de La Jornada paru le 30 août 2002) En ce qui concerne le taux de population défavorisée ou marginalisée, certaines études situent l'Hidalgo parmi les cinq Etats dont le « taux de marginalisation est le plus élevé » (Conapo) – analphabétisme, logements insalubres, salaires misérables, manque de services de santé – avec le Chiapas, le Guerrero, l'Oaxaca et le Veracruz.

Dans cinq des communes étudiées, qui représentent une population totale de plus de cent mille habitants, l'analphabétisme concerne près de 50 pour cent de la population, dont plus des deux tiers n'ont pas achevé l'école primaire, et on retrouve la même proportion de logements sans évacuation des eaux usées et sans électricité, au sol en terre battue, et dans

lesquels les occupants s'entassent en surnombre. (...) Au même titre que celle du Veracruz, du Potosi et de Tamaulipas, la population huastèque de l'Hidalgo est un échantillon malheureusement très représentatif de la seule chose que l'on trouve en abondance dans le Mexique d'en bas : misère extrême, répression et rébellion.

Les partis politiques viennent évidemment les trouver au moment des élections (« à la chasse », eux aussi, mais de leur vote), mais dès que les élections ont eu lieu ils participent pleinement à l'escalade sécuritaire.

Il n'y a pas qu'ici que les groupes de jeunes punks et les chavos bandas (bandes de gamins) vivent, résistent et luttent. (...) Ces jeunes sont loin d'être abrutis par le système. Ils montent leurs groupes de musique et organisent des cercles d'études, mais, avec leur musique, leurs danses, leurs débats, leurs accords et leurs actions, ils participent aussi aux luttes populaires du Mexique. Ceux d'entre eux qui sont aussi tagueurs ou graffiteurs forcent les murs à hurler la rébellion. Le gouvernement n'aime pas ça et il les jette en prison... Quand il réussit à les attraper !

Le 6 février 2000, la Police fédérale préventive, la PFP, alors commandée par un militaire, Wilfredo Robledo (aujourd'hui en fuite, poursuivi par la justice), prit d'assaut l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM) et arrêta plus de sept cents membres du Conseil général de grève de cet établissement. (...)

Des élèves des écoles normales rurales d'autres Etats, qui luttent également contre la fermeture de leurs établissements, plantèrent d'immenses tentes sur la place centrale de Pachuca en soutien à El Mexe. Le 19 février, à 3 heures du matin, plus de 400 policiers arrêtaient 736 étudiants et en renvoyèrent 700 autres dans leurs Etats respectifs. De Pachuca, les policiers partirent pour Tepatepec et attaquèrent la ville, frappant femmes, enfants et vieillards et saccageant les maisons. Ils entrèrent dans l'école d'El Mexe, arrêtaient 176 élèves et commirent des viols (...) L'idée était de « semer » (des) armes dans l'école pour accuser les élèves d'être des « guérilleros ».

Des montagnes du Sud-Est mexicain,
sous-commandant insurgé Marcos,
Mexique, janvier 2003

Juin : Querétaro, la sixième stèle

Le Querétaro. Environ un million et demi d'habitants en 2000 (...) et plus de vingt cinq mille d'entre eux (...) locuteurs d'une langue indigène. Dans cet Etat, où le racisme et la toute-puissance règnent en maîtres et où la bêtise tient lieu de programme de gouvernement, survivent des indigènes otomis-hnashnus, mazahuas, nahuas, pames, huastèques, zapothèques, totonaques et purépéchas.

De Toluquila, le nuage entrevoit La Veracruz, une communauté de paysans qui dépêche tous les quinze jours une commission de délégués à Querétaro, la capitale, pour que l'on donne suite à la plainte qu'ils ont déposée contre l'INAH, plainte qui vient de ce que cet institut a exproprié plusieurs hectares aux paysans et voudrait les leur payer à 20 centavos l'hectare.

(...) L'utilisation frauduleuse des programmes gouvernementaux et l'« adjudication » de travaux publics à des entreprises possédées par des fonctionnaires ou par leur famille ont créé un malaise. Les médias et les députés qui osent porter plainte sont soit achetés, soit

directement menacés. Des rumeurs persistantes parlent de chèques envoyés au Congrès par le gouverneur du Querétaro pour bloquer des informations ou faire approuver des initiatives parlementaires.

(Loyola, gouverneur du Querétaro gagne) 360 000 euros par mois (plus de 21 000 euros) (...) Le président des Etats-Unis percevait en 2002 un salaire net de 243 600 dollars par an ! Cela nous donne une idée de la dimension de Loyola, qui gagnerait donc à peu près ce que gagne Bush (...) Pour aider à gouverner, rien de tel que la famille. Le frère du gouverneur est propriétaire de la filiale locale de TV Azteca, grâce à laquelle les « tours de chien » de Loyola sont bien vite couverts, avec l'aide supplémentaire de quelques stations de radio et de journaux.

Il y a quelques années, la PGT révéla l'accusation qui pesait sur la société fiduciaire Financiadora Anahuac (possédée à l'époque par le fils de Miguel De la Madrid et par son neveu), soupçonnée de n'être qu'une entreprise qui blanchissait l'argent issu du trafic de drogue. Son représentant légal ? Diego Fernandez de Cevallos.

Juillet : Guanajuato, la septième stèle

Plus de quatre millions d'habitants dont plus de dix mille indigènes (...) : des Chichimèques, des Otomis, des Mazahuas, des Nahuas et des Purépéchas. (...) D'après le recensement effectué en 2000, 54,01 pour cent de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, tandis que 22,79 pour cent de cette population est dans la misère absolue. Au bout du compte, 76,80 pour cent des habitants sont pauvres et 47,29 pour cent de la population active vit avec moins de deux salaires minimaux, tandis qu'au sommet de la pyramide 3,53 pour cent de cette population vit avec plus de dix salaires minimaux. En moyenne, 6,6 pour cent des enfants sont scolarisés, ce qui est au-dessous de la moyenne nationale, elle-même très faible, de 7,7 pour cent. En ce qui concerne l'accès à l'Université : seuls 3,72 pour cent des hommes et 3,31 pour cent des femmes poursuivent des études supérieures, un pourcentage plus faible, là encore, que la moyenne nationale, déjà très faible, de 5,78 pour cent et 5,95 pour cent, respectivement. En ce qui concerne les prestations sociales, la situation est carrément désastreuse : 76,31 pour cent des habitants ne bénéficient d'aucune prestation, 82,59 d'entre eux n'ont pas accès à des soins médicaux et 79,30 pour cent n'ont aucune prime de fin d'année. C'est dans les communes les plus pauvres que vivent la majorité des communautés indigènes chichimèques.

A Leon, en juillet 2002, des jeunes punks, des tagueurs, des patineurs et autres qui manifestaient pacifiquement ont été sauvagement réprimés par la police. Celaya, elle, a été le siège de manifestations de protestation contre cette « tolérance zéro » qui fait emprisonner et réprimer des jeunes dont la manière de s'habiller déplaît.

Le fait que l'extrême droite catholique veuille s'emparer du pouvoir n'a rien de nouveau. Jusque-là, elle avait été muselée par un des principes fondateurs de la République mexicaine, l'Etat laïque. Cependant, comme beaucoup d'autres de ces fondements, la prétendue laïcité de l'Etat mexicain n'est qu'une farce supplémentaire.

Toute l'eau de Salamanca est polluée par de l'arsenic, des hydrocarbures, du benzène, du soufre, du mercure, du toxaphène, du DDT, du malation, du Parasition, etc. Cette eau sert à la consommation domestique. Les principaux pollueurs sont la Pemex et l'entreprise Tekchem. (...) De nombreuses femmes sont mortes de cancer du foie et du poumon, de leucémie, de cancer de la peau (Salamanca a le plus fort taux de cas de ce genre au niveau du

Guanajuato mais aussi du Mexique), de cancer du sein et d'autres maladies telles que la polyglobulie (un excès pathologique de globules rouges dû à un manque d'oxygénation).

Les femmes de l'organisation Jojoca convoquèrent une conférence de presse dans la salle de théâtre indépendant La Floracion del Mezquite (...) Elles envoyèrent (...) le message suivant : *« Nous ne voulons pas que vous nous tendiez la main, nous voulons que vous ôtiez vos sales pattes. Notre mouvement n'a pas pour but de vous demander des locaux ou votre aide en échange de notre silence, mais veut en finir avec les abus d'autorité, avec la répression et avec l'autoritarisme dont vous faites preuve. Les lieux culturels dont nous pourrions avoir besoin, nous les créerons nous-mêmes, et nous allons dénoncer et renverser tous les obstacles qui se présenteraient à nous ».*

Dans de nombreuses communes, une lutte pour l'eau a lieu. Dans certains cas, parce qu'on en manque, dans d'autres, comme à Romita, parce qu'on la refuse aux habitants pour la vendre aux industries, à Coca-Cola, à Pepsi ou à la brasserie Corona, par exemple. En juin 2002 à Romita, le maire (PAN) a été démis de ses fonctions par la population, qui a instauré un gouvernement populaire autonome. Celui-ci, en association avec le Conseil écologique de l'aqueduc Silao-Romita, est à l'origine d'une des mobilisations populaires les plus importantes du Guanajuato. Le pillage auxquelles se livrent les entreprises est en train d'épuiser les nappes aquifères de Romita et de la laisser dans de pires conditions que la ville de Leon, dont les réserves sont en meilleur état mais inexploitées. Les intérêts des municipalités tenues par le PAN (Romita, Leon), des Etats où gouverne le PAN et du gouvernement fédéral coïncident avec les intérêts des tanneurs et des fabricants de chaussures, au premier rang desquels se trouvent Medina Plascencia et Fox *Les Bottes*.

Communiqué de l'EZLN lu lors de la manifestation du 15 février 2003 à Rome, en Italie, par Heidi Giuliani, la mère de Carlo, tué par la police italienne, à Gênes, le 20 juillet 2001.

« Frères et sœurs de l'Italie rebelle,

« (...) notre parole se fait nuage pour traverser l'océan et parvenir aux mondes qui se trouvent dans vos cœurs. Nous savons qu'aujourd'hui, dans le monde entier, des manifestations ont lieu pour crier « non » à la guerre de bush contre le peuple de l'Irak. (...) Cette guerre est la guerre de la peur. Elle n'a pas pour but de renverser Hussein en Irak. Elle n'a pas pour objectif d'en finir avec Al-Qaida. Elle ne vise pas non plus à libérer le peuple irakien. Cette terreur ne repose ni sur la soif de justice ni sur la soif de démocratie ou de liberté. Elle repose sur la peur.

« La peur que l'humanité tout entière se refuse à accepter qu'un policier lui dise ce qu'elle doit faire, comment elle doit le faire et quand elle doit le faire. La peur que l'humanité se refuse à être traitée comme un vulgaire butin. La peur de cette caractéristique essentielle de l'être humain qu'est la rébellion. (...) Les bombes qui seront lâchées sur l'Irak veulent aussi frapper toutes les nations de la Terre. Elles veulent tomber dans notre cœur, pour universaliser la peur qu'elles transportent. (...) Cette guerre veut que nous vivions dans la peur, elle veut nous faire croire que ceux qui possèdent l'argent et la puissance militaire possèdent également la raison.

« Cette guerre veut que nous haussions les épaules, que nous fassions du cynisme une nouvelle religion, que nous gardions le silence, que nous acceptions, que nous nous résignions, que nous nous rendions... que nous oublions... (...) L'enjeu de cette guerre est la relation entre le puissant et le faible. Le puissant est fort parce qu'il nous rend faibles. Il s'alimente de notre travail, de notre sang. C'est comme cela que lui s'engraisse et que nous, nous végétons. Dans cette guerre, le puissant invoque Dieu de son côté, pour que nous acceptions son pouvoir et notre faiblesse comme une chose irrémédiablement fixée par un

pouvoir divin. Mais le seul dieu derrière cette guerre, c'est le dieu de l'argent ; la seule raison, celle du désir de mort et de destruction. La seule forteresse du faible, c'est sa dignité. C'est elle qui le pousse à se battre pour résister au puissant, pour se rebeller.

« Nous souhaitons de tout cœur que ce “non” dépasse les frontières, qu'il se joue des douanes, qu'il surmonte les obstacles de langue et de culture et qu'il unisse la partie honnête et noble de l'humanité, une partie qui sera toujours, ne l'oublions jamais, la majorité. Parce qu'il y a des refus qui rendent dignes (...) Aujourd'hui, le ciel du monde entier s'obscurcit d'avions de combat, de missiles appelés « intelligents » uniquement pour masquer la stupidité de ceux qui les envoient et de ceux qui justifient leur emploi, comme Berlusconi, Blair et Aznar, et de satellites qui signalent les endroits où il y a de la vie et où l'on sèmera la mort. (...)

*« Frères et sœurs de l'Italie rebelle et digne,
Veuillez accepter ce “non” que vous envoient du Mexique les zapatistes, les plus petits (...)*

Août : Région Nord-Pacifique, la huitième stèle

Les peuples indiens nous enseignent à gouverner et à se gouverner

Il est tout à fait légitime de se poser des questions sur l'incapacité du pouvoir à écouter, mais il s'agit plutôt ici de montrer l'aptitude au dialogue et à la parole des peuples indiens. En suivant le chemin de la parole, ils se rencontrent, ils renouent avec leur histoire, avec leur culture, avec leurs souffrances, avec leurs espoirs. Et ils rencontrent aussi les autres.

(...) Les indigènes s'organisent pour éviter des incendies, interdire les coupes forestières et protéger les ressources naturelles ? Pourtant, à la télévision, on dit que ce sont les indigènes qui saccagent notre environnement ! Eh bien oui, la télévision ment. Non seulement les peuples indiens défendent la terre et la protègent, mais ils défendent et protègent aussi la solidarité entre êtres humains. Loin des Téléthon, dans les montagnes, on assiste réellement à la constitution d'un réseau de membres de ces communautés qui communiquent entre eux pour se prêter main-forte en cas d'urgence, qui organisent des stages de lecture de cartes, des cours pour éteindre les feux de forêt, au point d'avoir provoqué une telle commotion qu'aujourd'hui il ne se passe pratiquement rien dans la Huichola sans que toute la communauté soit au courant, en dépit de l'éloignement dû au relief. Ce sont eux qui se chargent d'enquêter sur ce qui se passe et de faire circuler l'information. Bref, ils avancent, et très vite, dans la création d'un système de protection civile communautaire qui ne concerne pas uniquement les délits mais aussi toutes sortes d'urgences, en toute autonomie.

Septembre : Etat de Mexico, la neuvième stèle

L'Etat de Mexico compte près d'un million d'indigènes, notamment des Zapotèques, des Totonèques, des Mixtèques et des Mazahuas qui subsistent et résistent à l'un des plus gigantesques pillages de l'histoire de ce pays. Notre nuage est franchement déconcerté. Sans avoir à aller bien loin, sur ce territoire on tombe facilement sur d'immenses centres commerciaux et de luxueuses aires de loisirs, tandis qu'à quelques mètres de là des communautés entières manquent des services minimaux. Pour se faire une idée de ce que le néolibéralisme réserve au Mexique, il suffit de visiter l'Etat de Mexico. Ici, une richesse opulente au point de donner la nausée et l'incroyable corruption de la classe politique (PAN, PRI et PRD – mais aussi les partis plus petits – ne font pas qu'y rivaliser dans le cadre des élections, mais aussi pour savoir qui commettra le crime le mieux organisé) côtoient la pauvreté la plus extrême et une résistance digne.

L'Etat de Mexico, un repaire de politiciens criminels. José Antonio Granados : Tultitlan, PAN, vol de 90 millions de pesos (près de 6,5 millions d'euros). José Antonio Dominguez : Atizapan, PAN, meurtre et vol de 300 millions (plus de 20 millions d'euros). Eulalia Esparza Nieto : Chalco, PRI, vol d'un montant de 20 millions (environ 1,5 millions d'euros). Rigoberto Amado Quintanar : El Oro, PRI, spoliation, abus de pouvoir et dommages aux biens d'autrui. Juan de la Cruz Ruiz : Temascalcingo, PRI, spoliation (...) Sergio Gamino : maire sortant de Coacalco, PAN, vol et subornation pour un montant de 20 millions de pesos. Carlos Cornejo Torres : maire sortant de Chimalhuacan, PRI, meurtre (Sources : Congrès de l'Etat de Mexico, ministère des Finances et Cour des comptes).

Les maires du PRI et du PAN qui se sont succédé ont su mettre à profit les amendements de l'article 27 de la Constitution ((voir index à "ejido")), puisque dès le début des années 1990 ils se sont alliés aux entreprises du bâtiment pour faire pression sur les paysans et leur faire accepter de modifier leurs usages en matière de propriété des sols.

Javier Pena s'adresse à l'assemblée. Il se présente, il dirige l'Alliance des peuples indigènes de la sierra ouest de l'Etat de Mexico et est membre de l'Anipa, organisation qui proteste contre la vente des terres de l'ejido. Il raconte comment certaines parcelles ont déjà été vendues illégalement : la station-service, une ferme d'élevage et une partie de la forêt. Le commissaire réplique que tout le monde sait que Pena et ses collègues excitent les gens contre le Plan Puebla-Panama, mais que ce qu'ils veulent en réalité, c'est devenir députés ou régisseurs et pouvoir voyager à l'étranger. Mais d'autres mandataires et plusieurs femmes du village lui rappellent qu'il n'a aucune autorité morale et qu'il n'est pas en mesure de dénoncer quoi que ce soit, parce qu'il a lui-même empoché 20 000 pesos (près de 1500 euros) en escroquant les habitants d'une vallée voisine et qu'il avait fait de la prison pour ça.

Octobre : Guerrero, la dixième stèle

Eh oui, comme dans toute la campagne mexicaine en proie à la dévastation néolibérale, la Montagne du Guerrero regorge de main d'œuvre bon marché et de terres, un butin avidement convoité par industriels et gouvernants. Et dans cette région, comme dans la plus grande partie de la campagne mexicaine, la principale production, ce sont les migrants. Des régions de production de canne à sucre et de haricots verts de Cuautla jusqu'à New York, en passant par les étendues du nord-ouest du Mexique, les paysans du Guerrero émigrent massivement, en quête de moyens de subsistance pour faire vivre leurs familles.

Les maquiladoras du magnifique plan « Marche vers le Sud » du président Fox, un plan aux indéniables accents de conquête, n'arrivent jamais toutes seules. Avec elles viennent l'armée fédérale et la police. Mais oui, leur arrivée s'accompagne de toujours plus de casernes de l'armée et de contingents policiers, avec leurs cortèges de barrages de contrôle, d'exactions et de répression. Et avec les soldats est venue la prostitution, l'alcoolisme et le trafic de drogue. On exproprie les paysans pour construire des casernes et des pistes de l'armée. Parallèlement, on assiste à une recrudescence des conflits entre communautés.

Les profits résultant de la destruction de la paysannerie sont si juteux que le gouverneur du Guerrero, René Juarez (alias "l'oncle Tom de Zedillo"), n'hésite pas à conclure des accords commerciaux et à aller chercher des investisseurs hors des frontières de la République fédérale, au Canada et au Japon, notamment dans le secteur minier. En effet, on sait que le Guerrero regorge de minéraux nouveaux qui se révèlent très utiles pour l'avenir des nouvelles technologies.

« Parce quelle en a plus qu'assez de l'autoritarisme, du caciquisme et de la misère, le 20 novembre 2002, la population de Suljaa a décidé d'élire ses propres autorités municipales conformément au droit coutumier amuzgo, sans rien demander à personne et sans tenir compte des caciques, des partis politiques et de la loi électorale en vigueur dans cet Etat. Ainsi, plus de soixante-dix calandyo (régisseurs), anciens et mandataires de l'ejido ont proposé à l'assemblée générale de la communauté la nomination de sept nanman'iaan (littéralement : "ceux qui sont sales parce qu'ils travaillent") et autorités traditionnelles. A dater de ce jour, les autorités élues ont assumé la difficile charge consistant à gouverner suivant le principe « servir en obéissant au mandat du peuple et non en se servant de ce mandat » et ont donc pris possession de (...) la Maison du travail de la commune de Suljaa', l'ancien hôtel de ville de Xochistlahuaca et siège de la mairie, et de toutes les instances de gouvernement qui nous ont été imposées depuis des siècles et renforcées par la "démocratie" parlementaire en vigueur ».

La lutte menée par les indigènes de Suljaa' garde ses distances avec le pouvoir : ils ne veulent ni reconnaissance de sa part ni aides, uniquement que l'on respecte leurs décisions, et ils se tiennent à l'écart de la politique officielle et de ses échéances électorales.

« (...) La formation d'un gouvernement autonome dans l'importante commune de Suljaa' (Xochistlahuaca), le cœur de la culture du peuple nomndaa, après plus de cinq cents ans de domination étrangère, ouvre la voie à une reconstitution des communautés et des peuples indigènes de notre région et permet notamment la réorganisation du peuple nanncue nomndaa, en offrant à nos villages un chemin propre de développement et de satisfaction des besoins politiques, économiques, sociaux et culturels, après des années de misère et d'exclusion. »

Ce sont surtout les communautés yopes (ou tlapanèques) ainsi que les Mixtèques qui ont créé (cette) police communautaire, sans le moindre financement du gouvernement local ou de l'extérieur, et dans la seule volonté de réduire radicalement la délinquance qui sévissait dans la région. Evidemment, le gouvernement du Guerrero ne veut pas en entendre parler et l'armée fédérale a exigé que les communautaires livrent leurs armes et rejoignent la police municipale et celle de l'Etat, sous peine d'exécuter des mandats d'arrêt lancés contre eux.

Novembre : Morelos, la onzième stèle

Ici, c'est le gouverneur Estrada Cajigal et son secrétaire d'Etat, Becerra, deux personnages intimement liés à la contrebande de véhicules volés et au narcotrafic, qui incarnent réaction et corruption. Dans un parfait remake de l'histoire du début du XX^e siècle, une liste noire désigne les personnes qui devront être « éliminées » par un quelconque tueur à gages recruté par Montiel, le procureur général de Morelos. Pendant ce temps-là, le Parlement de Morelos examine l'éventuelle destitution d'Estrada, tandis que Pimentel, le chef de la police, a ouvert une enquête sur le procureur et sur ceux que l'on jugera responsables de ces crimes.

Comme au temps de Porfirio, le gouvernement du Morelos fait tout ce qu'il peut pour complaire aux industriels des grandes compagnies. Dans la région d'Ahuehuevo, d'Ocuitoco, de Tenextepango et de Temoac, dans l'est de l'Etat, où l'on cultive des haricots verts et de la canne à sucre, les paysans des communautés subissent d'innombrables pressions pour laisser construire une route qui permettrait d'accéder plus facilement aux maquiladoras du Guerrero.

Outre les pressions que subissent les paysans pour céder leurs terres, l'introduction de fructose de maïs dans le secteur des boissons rafraîchissantes et dans la confiserie entraîne une crise de l'agriculture du Morelos. Etat traditionnellement producteur de canne à sucre – l'entrée massive au Mexique de l'édulcorant en question est en effet devenu possible grâce aux « clauses secrètes » de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), au détriment de la production nationale de sucre de canne. La manœuvre est particulièrement perverse : appauvries par la chute des cours du sucre de canne, les communautés se verront forcées de vendre les terres communautaires pour qu'on y installe des ateliers de confection et d'assemblage et des villages de vacances.

Selon la logique du capital, la production de denrées alimentaires n'est pas une priorité. Il est plus rentable de produire des fleurs ornementales. C'est ce qui explique qu'au Morelos il y a de plus en plus de pépinières qui s'installent. (...) Les « efforts conjugués » des gouvernants et des chefs d'entreprise atteignent des proportions criminelles. Les programmes Progreso et Procampo du gouvernement central prévoient d'accorder, au mieux, 800 pesos mensuels (moins de 60 euros) par famille, ce qui prépare les gens à se résigner à travailler dans les maquiladoras contre un salaire de 350 pesos (25 euros) par mois.

Vous trouvez exagérée la comparaison avec l'époque de Porfirio ? Soit. Eh bien, allons donc ensemble jeter un œil aux conditions de travail de L'Invernadero Internacional, la « Serre internationale » qui se trouve à deux kilomètres au nord de l'autoroute Cuautla-Mexico, près de la cabine téléphonique d'Oacalco. Son propriétaire est d'origine allemande. On y produit principalement des plantes ornementales destinées à l'exportation vers le Canada et les Etats-Unis, à raison de 5 dollars (quelque 4 euros) environ par plante. On y emploie des femmes, âgées de quinze à cinquante ans, mais ce n'est un secret pour personne que des enfants y travaillent. Toutes ces femmes viennent des villages voisins, d'El Capulin, de l'Empalme, de Golan, de Las Vivianas, d'Oacakci et de Santa Catarina (...) Les horaires sont de 7 à 18 heures, du lundi au samedi, avec repos le dimanche (ce qui nous fait six jours de travail par semaine). Le personnel dispose de trente minutes pour se restaurer, en tout et pour tout, au long de la journée. En fonction de la production à fournir, la journée de travail peut se prolonger jusqu'à 20 heures ou 21 heures. Une journée de travail de onze ou quatorze heures ! Les heures supplémentaires ne sont pas rémunérées en argent mais en temps, c'est-à-dire en heures de congé à récupérer. Mais le calcul (...) ne s'effectue pas dans les normes car on ne pointe pas à la fin de la journée. (...) Le paiement des salaires est également sujet à des irrégularités. D'une part, le salaire est de 500 pesos (36 euros) par semaine (...) mais d'autre part, on a pu savoir que pour une journée non travaillée on retenait 120 pesos (presque 9 euros) et qu'un retard de cinq minutes était pénalisé d'une retenue de 25 pesos (presque 2 euros).

Le personnel doit (donc) être sur place quinze minutes avant l'heure d'embauche afin d'endosser l'équipement nécessaire à la production, équipement qui ne sert pas à protéger les travailleuses mais à empêcher que celles-ci ne « contaminent » les plantes. Lorsque l'on sulfate les plantes, le personnel ne dispose pas du moindre masque protecteur (...)

Accompagnez-moi maintenant jusqu'à Cuautla, dans la colonie Iztacihualt, où seize maquiladoras ont été autorisées à s'implanter. Quelques-unes fonctionnent comme de petites entreprises familiales, mais toutes produisent en réalité pour de grandes entreprises. (...) On y fabrique des produits exportés au Canada et au Japon (...) Les salaires ? Dans les ateliers de couture, les adultes perçoivent un salaire de 350 à 400 pesos (25 à 29 euros) environ par semaine ; dans les ateliers de coupe, un salaire de 250 à 300 pesos (18 à 22 euros) environ par semaine, et au conditionnement un salaire de 150 à 200 pesos (11 à 14 euros) environ par semaine. Quant aux enfants, qui travaillent à découper des bandes élastiques, à défaufiler les

vêtements et à trier la production par type de vêtements, ils perçoivent un salaire de 100 à 150 pesos (7 à 11 euros) par semaine. Tous les employés, enfants, adolescents et adultes, travaillent de 7 à 18 heures, du lundi au vendredi, et de 7 à 14 heures le samedi. Ils disposent de quinze minutes pour déjeuner et d'une heure pour le repas (il n'y a pas de cantine ; donc, soit ils emportent un casse-croûte, soit ils mangent sur le pouce). (...)

Les salaires sont versés avec huit jours de décalage, car la première semaine de travail n'es pas payée. De cette façon, le patron est sûr que les travailleurs se présenteront la semaine suivante. On a pu savoir qu'elles ne sont pas toujours payées une semaine entière mais qu'on leur verse seulement une partie du salaire qui leur est dû, à titre de prêt. Enfin, tout le monde travaille les jours fériés, jours qui sont payés comme des jours normaux, contrairement à la loi en vigueur. Les travailleurs de ces ateliers ne bénéficient d'aucune des prestations légales : pas d'inscription à la Sécurité sociale (IMSS), aucun équipement fourni, ni prime de fin d'année ni jours de vacances (ce qui se rapproche le plus des vacances, c'est quand il n'y a pas de travail et que les ateliers ferment pendant une ou deux semaines ; mais dans ce cas-là, personne n'est payé) (...) En cas de maladie ou d'accident du travail, les travailleurs ne reçoivent aucun soin médical et, s'ils ne viennent pas travailler pour cause de maladie, on leur retient une journée de salaire pour chaque jour d'absence.

Dans le secteur d'Ocotitla, la famille japonaise Watanabe, propriétaire de laboratoires de photographie à Cuernavaca, règne en maître et seigneur. Ces néocaciques ont acheté de façon irrégulière beaucoup de terres dans la région et exigent aujourd'hui que les habitants pauvres s'en aillent de ce que les Watanabe appellent « leurs terres ». (...) La dépossession néolibérale n'affecte pas uniquement la terre, elle concerne aussi l'histoire et la culture. Fort heureusement, là aussi, elle se heurte à des résistances.

Décembre : District fédéral, la douzième stèle

La résistance rebelle des habitants leur avait permis d'obtenir d'une Audiencia la reconnaissance de leurs propriétés communautaires, en 1529, et le droit à élire leurs autorités. Leur longue histoire de lutte se prolongea jusqu'en 1914, date à laquelle les zapatistes ratifièrent le plan d'Ayala dans la caserne d'Oztotepec, et se poursuit aujourd'hui. convoitées par les puissants, ces terres ont été défendues par leurs habitants tout au long du XX^e siècle. Et l'aube du XXI^e siècle trouve les habitants de Milpa Alta occupés à faire la même chose qu'il y a cinq cents ans : résister.

Suivant les plans dressés par l'argent, l'ouest du District fédéral deviendra le siège de son plus beau rêve : vivre dans une ville nord-américaine. Son nom ? Santa Fe. Aussi les terrains proches de cette métropole valent-ils de l'or.

La stratégie de la spéculation et de l'expropriation concerne l'ensemble du District fédéral. La logique de l'argent détruit et reconstruit l'environnement, comme dans une véritable guerre. Atizapan, Cuajimalpa, Huixquilucan, La Marquesa, San Salvador, Atenco, Toluca...

Au siège du pouvoir de l'argent, une balance romaine attend patiemment son heure. Dans un des plateaux, la présidence de la République. Dans l'autre, rien. Qui veut acheter le poste de chef de l'Etat devra poser sur le plateau vide quelque chose qui pèse autant ou plus. Alors que Castaneda avait mis dans la balance la solidarité avec Cuba et la politique extérieure mexicaine tout entière, que Martha Sahagun de Fox y a mis la force du clergé réactionnaire et que La Coyote Diego Fernandez de Cevallos y a déposé le pouvoir du

narcotrafic, Lopez Obrador a posé dans le plateau la plus grande ville du monde. Le seul pouvoir qui compte vraiment dans la politique moderne, le pouvoir de l'argent, n'a pas encore pris de décision. Non parce qu'il hésiterait, mais parce qu'il est encore en train de faire les comptes...

Seconde image : Mexico DF, le décembre d'Acteal ou le pourquoi du Pays basque

Lopez Obrador travaille à une construction d'un (autre) genre : celle d'un accord avec les grands capitaux de l'industrie et du commerce. En échange de leurs faveurs, le chef du gouvernement du DF (district fédéral) fournira une ville sous contrôle social et policier ainsi qu'une infrastructure nécessaire à l'édification d'une nouvelle métropole, où les riches ne seront pas les mieux lotis, mais les seuls habitants.

Dans les mois qui ont suivi février 1995, après qu'eut échoué la trahison de Zedillo à l'encontre de l'EZLN, tout comme avait échoué l'offensive militaire qui l'accompagnait, et après le bide du show de l'arrestation de Raul Salinas de Gortari, les généraux Renan Castillo (chef militaire et gouverneur de facto du Chiapas) et Cervantes Aguirre (ministre de la Défense nationale) insistaient sur la nécessité de faire en sorte que des groupes paramilitaires s'affrontent aux zapatistes (Renan Castillo avait effectué sa formation avec des officiers nord-américains et Cervantes Aguirre filait le parfait amour avec son homologue américain, de sorte que cette tactique, qu'ils avaient dénommée « Colombia », avait le feu vert du State Department).

Au cours (d'une) réunion(), Zedillo évoqua les zapatistes et les difficultés qu'il y avait à en finir avec eux car l'opinion publique était de leur côté. Le personnage en question, membre du gouvernement espagnol, répondit alors que l'idéal était de commencer par détruire la légitimité des zapatistes, puis de frapper. (...) L'Espagnol précisa (...) : « *En Espagne, nous avons créé plusieurs groupes pour contrecarrer les secteurs indépendantistes basques* » (les GAL, Groupes antiterroristes de libération) (...) L'Espagnol (...) déclara que tuer et séquestrer des assassins n'était pas un crime, mais un service que l'on rend à la société. Il ajouta que les GAL ne s'en tenaient pas là, qu'ils réalisaient aussi des attentats que l'on attribuait ensuite à l'ETA. Zedillo demanda si le roi était au courant. A quoi l'Espagnol répondit : « *Le roi sait ce qui est bon pour lui et feint d'ignorer ce qui ne l'est pas* ».

Zedillo signala que ce genre de choses ne servait à rien ici, parce que les zapatistes ne sont pas des terroristes. « *Faites-en des terroristes* », dit l'Espagnol. Avant d'ajouter : « *Ce qu'il faut, c'est créer un groupe armé d'indigènes et faire qu'il s'affronte aux zapatistes. Ils se battent, il y a des morts, l'armée vient rétablir l'ordre et le tour est joué !* » Et de continuer : « *Nous pourrions vous donner un coup de main avec quelques conseils, en apportant notre expérience, voyez-vous. Evidemment, en échange, nous attendons la coopération de votre gouvernement, par exemple l'extradition d'etarras qui vivent dans votre pays.* » Zedillo répliqua que rien ne prouvait qu'il s'agissait de membres de l'ETA. « *Cela ne pose aucun problème, répondit l'autre, nous nous chargerons de faire en sorte qu'ils le soient* ».

Le 22 décembre 1997, un groupe de paramilitaires part s'affronter aux zapatistes. Ceux-ci se replient pour éviter tout heurt entre indigènes et préviennent les non-zapatistes de la menace qui approche. A Acteal, les Abeilles (l'association indienne Las Abejas) restent sur place. Ce sont des gens désarmés, confiants dans le fait que leur neutralité leur garantit qu'ils ne risquent rien. La boucherie commence et se termine tandis que policiers et militaires attendent patiemment leur tour de venir « rétablir l'ordre » dans cet « affrontement entre

indigènes ». La vérité est découverte presque immédiatement, grâce aux médias. La nouvelle fait le tour du monde et choque tout être humain noble.

Chiapas : la treizième stèle

Première partie : un escargot

Au petit matin, dans les montagnes du Sud-Est mexicain.

Doucement, avec un mouvement lent mais contant, la Lune laisse le drap sombre de la nuit glisser le long de son corps et dénude enfin ses feux dans toute leur sensualité. Puis elle s'allonge de tout son long sur le ciel avec l'envie de regarder et d'être vue, autrement dit de toucher et d'être touchée. La lumière a au moins un effet, celui de rendre visible son opposé. Ainsi, plus bas, une ombre tend la main au nuage en murmurant :

« Viens avec moi, regarde avec le cœur ce que te montrent mes yeux, marche sur mes traces et rêve dans mes bras (...) Il faut que tu saches, chez azur tranquille, que ces indigènes-là indisposent même ceux qui sympathisent avec leur cause. C'est que, vois-tu, ils n'obéissent pas. Quand on s'attend à ce qu'ils parlent, ils se taisent. Quand on s'attend à ce qu'ils gardent le silence, ils parlent. Quand on s'attend à ce qu'ils marchent en tête, ils restent en arrière. Quand on s'attend à ce qu'ils suivent derrière, ils prennent un autre chemin. (...) Ils vont et viennent et c'est tout juste s'ils appliquent le salut de rigueur. Ils passent de longues heures réunis ou dans des assemblées ou je ne sais quoi. Ils y vont le visage renfrogné et en sortent un sourire complice aux lèvres. »

Deuxième partie : une mort

Il y a quelques jours, l'Armée zapatiste de libération nationale a décidé que devaient mourir les Aguascalientes de La Realidad, d'Oventik, de La Garrucha, de Morelia et de Roberto Barrios, tous situés en territoire rebelle. C'est après de longues réflexions qu'a été prise la décision de faire disparaître ces Aguascalientes.

N'oublions pas quelle avait l'origine et la fondation de l'EZLN : un groupe d'« illuminés » débarquant dans une ville pour « libérer » les exploités et qui se rend compte, confronté à la réalité des communautés indigènes, que, plus qu'à des « illuminés », il ressemble à des projecteurs fondus. Combien de temps nous a-t-il fallu pour nous rendre compte que nous devions d'abord apprendre à écouter et, après, à parler ? Je n'en suis pas certain, de l'eau a coulé sous les ponts depuis, mais je calcule que cela a dû nous prendre au moins deux ans. C'est-à-dire que ce qui, en 1984, était une guérilla révolutionnaire classique (soulèvement armé des masses, prise du pouvoir, instauration du socialisme par le haut, plein de statues et tout un stock de noms de héros et de martyrs, purges, etc., bref le meilleur des mondes), était devenu, en 1986, un groupe armé composé d'une majorité écrasante d'indigènes, qui écoutait avec attention et qui bredouillait avec difficulté ses premiers mots, avec un nouveau maître d'école : les peuples indiens.

Je veux dire que le principal acte de fondation de l'EZLN a été d'apprendre à écouter et à parler (...) Avec le nouvel instrument que nous avons construit à l'aide de la parole apprise, l'EZLN s'est vite transformée en une organisation qui ne comptait pas seulement des milliers de combattants, mais qui s'était aussi manifestement « dissoute » dans les communautés indigènes. Autrement dit, nous avons cessé d'être « des gens d'ailleurs » pour faire partie intégrante des montagnes du Sud-Est mexicain, ce recoin oublié de ce pays et du monde. Vint le moment, je ne saurais préciser quand exactement, où il n'y avait plus l'EZLN d'un côté et les communautés de l'autre, mais où nous étions simplement tous zapatistes. Je

reste nécessairement schématique en évoquant cette période. Il y aura, j'espère, une autre occasion et d'autres moyens pour décrire en détail un processus qui, pour le dire rapidement, ne fut pas exempt de contradictions, de reculs et de rechutes.

Le fait est que nous en étions là, encore en train d'apprendre (je pense que l'on ne cesse d'ailleurs jamais d'apprendre), quand l'actuel « nouveau fantôme », Carlos Salinas de Gortari (alors président du Mexique grâce à une fraude électorale hors du commun), eut la « brillante » idée de décréter des réformes qui jetaient définitivement aux orties le droit des paysan à la terre. (...) Rapidement, nos troupes régulières augmentèrent de façon exponentielle.

J'ai déjà parlé en une autre occasion de l'importance qu'a pour nous la mémoire. Et par conséquent, du fait que la mort par l'oubli était (et reste) pour nous la pire des morts (...) Nous étions face à un choix. Non pas un choix entre la vie ou la mort, mais un choix entre une mort ou une autre. La décision que nous avons prise alors, collectivement, après avoir consulté chacun et chacune des, à ce moment-là, dizaines de milliers de zapatistes, fait déjà partie de l'histoire et provoqua cette étincelle que fut l'aube du 1^{er} janvier 1994.

(...) Faites un effort et mettez-vous à notre place. Des années entières à se préparer à se servir d'une arme et ne voilà-t-il pas que ce qu'il faut tirer, ce sont des mots. Ça n'a l'air de rien comme ça (...) croyez-moi, ça n'a pas été facile du tout. Nous avons beaucoup bataillé... et nous continuons à le faire.

(...) Nous avions besoin d'un espace pour apprendre à écouter et à parler avec cette diversité que nous avons appelée « société civile », aussi avons-nous décidé de construire cet espace et de l'appeler Aguascalientes car ce devait être le siège de la Convention nationale démocratique (ainsi nommé en mémoire de la Convention des forces révolutionnaires mexicaines des années vingt du XX^e siècle). Mais l'intention de cet Aguascalientes n'en restait pas là. Nous, nous voulions en effet un espace de dialogue avec la société civile ; « dialogue » signifiant également apprendre à écouter les autres et apprendre à leur parler.

L'espace appelé Aguascalientes était cependant né d'une initiative politique ponctuelle, et nombreux sont ceux qui pensèrent qu'une fois l'expérience achevée il perdrait toute raison d'être. Peu de gens, très peu de gens sont revenus à cet Aguascalientes de Guadalupe Tepeyac. puis est venue la trahison d'Ernesto Zedillo, le 9 février 1995, et notre Aguascalientes fut presque entièrement rasé par l'armée fédérale, qui a même été jusqu'à construire une caserne sur son emplacement.

Mais, s'il y a quelque chose qui caractérise les zapatistes, c'est la ténacité – d'autres diraient plutôt l' « ingénuité ». Ce qui fait qu'il ne s'était pas écoulé un an que déjà surgissaient d'autres Aguascalientes en plusieurs endroits du territoire rebelle. A Oventik, à La Realidad, à La Garrucha, à Roberto Barrios et à Morelia. Et cette fois les Aguascalientes ont effectivement été ce qu'ils étaient censés être : des lieux de rencontre et de dialogue avec la société civile mexicaine et internationale. (...) Ça ne fera sûrement pas plaisir aux personnes qui ont créé ces lieux et les ont fait fonctionner d'apprendre que les zapatistes ont maintenant décrété la mort de ces Aguascalientes. Mais ils auraient tort de se mettre en colère, parce que, avec les zapatistes, il n'y a jamais eu de mort stérile.

Je vous disais que nous nous efforcions d'apprendre de toutes nos rencontres avec la société civile mexicaine et internationale. Mais nous attendions aussi d'elle qu'elle soit capable d'apprendre. Le mouvement zapatiste est né, entre autres, de l'exigence du respect. Or il se trouve que nous n'obtenions pas toujours ce respect. Non que l'on nous ait insultés,

ou du moins pas intentionnellement. Il faut cependant comprendre que pour nous la pitié est un affront et l'aumône une gifle.

De mon coffre de souvenirs, je reprends aujourd'hui des extraits d'une lettre que j'ai écrite il y a plus de neuf ans : « Nous ne leur reprochons rien (aux membres de la société civile qui viennent dans les communautés), nous savons qu'ils prennent beaucoup de risques en venant nous voir et en apportant leur aide aux civils d'ici. Ce ne sont pas nos propres manques qui nous affligent, c'est de voir chez d'autres ce que ces autres ne voient pas : la même carence de liberté et de démocratie, le même manque de justice (...) Des quelques bénéfices que nous avons retirés de cette guerre, j'ai conservé un échantillon de « cette aide humanitaire » apportée aux indigènes chiapanèques, qui nous est parvenu il y a quelques semaines : une chaussure à talon aiguille, de couleur rouge, d'importation, taille 40 et... sans la seconde pour faire la paire. Je l'emporte toujours dans mon sac à dos, pour me rappeler, entre interviews, reportages photo et arsenal de séduction, ce que nous représentons pour ce pays après le 1^{er} janvier : une Cendrillon (...) Ces bonnes gens qui nous envoient en toute sincérité une chaussure rouge à talon aiguille, taille 40, d'importation, sans la seconde, en pensant que pauvres comme nous le sommes nous accepterions n'importe quoi, charité et aumône. Comment dire à ces gens que non, nous ne voulons pas continuer à vivre en étant la honte du Mexique ?

(...) Dans les Aguascalientes s'accumulent des ordinateurs qui ne servent à rien, des médicaments périmés, des vêtements extravagants (pour nous) ne pouvant même pas servir pour des pièces de théâtre... Mais oui, encore des chaussures dépareillées ! (...) comme si les gens se disaient « Les pauvres, ils manquent de tout, ça leur servira sûrement à quelque chose, et moi, ça m'encombre. »

Il existe une autre aumône plus sophistiquée, celle que pratiquent certaines ONG et certains organismes internationaux. Elle consiste grosso modo à décider ce dont les communautés ont besoin et, sans même les consulter, à leur imposer certains projets, ainsi que les délais et la forme dans lesquels ils sont réalisés. Imaginez le désespoir d'une communauté qui a besoin d'eau potable et à laquelle on refille une bibliothèque, ou celle qui a besoin d'une école primaire et à qui on donne un cours sur les plantes.

Non. Les offres d'achat de leur conscience n'ont pas manqué, mais les zapatistes continuent à résister, faisant de leur pauvreté (pour qui a appris à voir) une leçon de dignité et de générosité. Nous, les zapatistes, nous disons : « Pour tous, tout, pour nous, rien ! » Et si nous le disons, c'est parce que nous le vivons. (...) La démocratie, la liberté et la justice auxquelles nous aspirons, nous les voulons pour tous les Mexicains, pas seulement pour nous.

Le soutien que nous demandons, nous le demandons pour construire une petite partie de ce monde où tous les mondes aient leur place. Il s'agit donc d'un soutien politique, et non d'une aumône. (...) Le soutien aux communautés indigènes ne devrait pas être perçu comme une aide apportée à des handicapés mentaux qui ignoreraient leurs propres besoins (et à qui il faut donc dire ce qu'ils doivent recevoir), pas plus qu'à des enfants à qui il faut dire ce qu'ils doivent manger, ou ce qu'ils doivent apprendre, ce qu'ils doivent dire et ce qu'ils doivent penser (mais je doute qu'il y ait des enfants qui acceptent encore pareil traitement). C'est pourtant le raisonnement tenu par certaines ONG et par une grande partie des organismes internationaux qui financent des projets dans les communautés.

Quiconque apporte son soutien à une ou plusieurs communautés zapatistes soutient non seulement l'amélioration de la situation matérielle d'un collectif, mais aussi un projet beaucoup plus simple et beaucoup plus absorbant : la construction d'un monde nouveau, un

monde qui contienne plusieurs mondes, un monde où l'aumône et la pitié pour l'autre appartiendraient aux romans de fiction... ou à un passé qui n'a rien de mémorable ou d'indispensable.

Troisième partie : un nom

La mort des Aguascalientes ayant été décidée la nuit précédente, on décidait maintenant la naissance des Caracoles, les « Escargots », qui devront remplir d'autres fonctions, en plus de celles attribuées aux Aguascalientes déjà moribonds. Ces Caracoles seront comme des portes permettant d'entrer dans les communautés et permettant aux communautés de sortir ; comme des fenêtres pour nous voir dedans et pour que nous puissions voir dehors ; comme des porte-voix permettant d'envoyer au loin notre parole et pour écouter la parole de qui est au loin. Mais surtout pour nous rappeler que nous devons veiller et être attentifs à la bonne marche des mondes qui peuplent le monde.

Les comités de chaque zone se sont réunis pour donner un nom à leur Caracol respectif, ce qui ne manquera pas d'occasionner des heures de propositions, de discussions sur les traductions, de rires, d'énervements et de votes. Je sais que cela prend du temps. Je me suis donc retiré et j'ai demandé que l'on me prévienne quand un accord aura été trouvé. (...)

Chacun des Caracoles avait maintenant un nom : « Mère des Caracoles de la mer de nos songes » ; « Tourbillon de nos paroles » ; « Résistance jusqu'à une aurore nouvelle » ; « Le Caracol qui parle pour tous » ; « Résistance et rébellion pour l'humanité ».

Quatrième partie : un plan

Depuis plusieurs années, les communautés indigènes zapatistes s'efforcent de construire leur autonomie. Pour nous, l'autonomie ne signifie pas la fragmentation d'un pays ou le séparatisme, mais l'exercice du droit de gouverner et de se gouverner, comme le stipule l'article 39 de la Constitution politique des Etats-Unis du Mexique.

Le prétendu projet zapatiste d'une « nation maya » n'existe que dans les dossiers des militaires les plus stupides de l'armée fédérale mexicaine. Ils savent bien que la guerre qui est faite contre nous est sans fondements, mais ils emploient ce pauvre argument pour convaincre leurs troupes que, en nous attaquant, c'est le Mexique qu'elles défendent.

La mondialisation de l'argent exige la destruction de l'Etat national. Un Etat qui, pendant longtemps, a été (entre autres) un bunker où trouvaient refuge les capitaux locaux pour subsister et croître. Aujourd'hui, il ne reste plus de ce refuge que quelques décombres. (...) Les seigneurs mexicains de l'argent se félicitent mutuellement : ils ont dans leurs poches l'ensemble de la classe politique du pays. J'ai pourtant une mauvaise nouvelle à leur annoncer (...) L'argent qui compte vraiment vient d'ailleurs (...) Tôt ou tard, les grands capitaux étrangers s'empareront de tout, en commençant par mener à la ruine ou par absorber ceux qui possèdent le plus, confortablement protégés par des lois ad hoc. Les hommes politiques sont depuis longtemps les employés dociles... du plus offrant. Les grands patrons mexicains ont tort de penser que l'argent étranger se contera de l'industrie électrique ou du pétrole. Le nouveau pouvoir mondialisé veut *tout*. Les capitaux nationaux ne seront bientôt plus qu'un souvenir empreint de nostalgie, et avec beaucoup de chance ces financiers devront se contenter d'un poste de cadre dirigeant dans un quelconque comité directeur.

Le capital national agonisant est saisi de terreur, dans son aveuglement historique, devant tout ce qui ressemble à une organisation sociale. Les riches équiperont leurs luxueuses résidences de systèmes d'alarme sophistiqués, parce qu'ils craignent que d'en bas surgisse la

main qui va leur arracher tout ce qu'ils possèdent. (...) Ils seront dépouillés de leurs biens, c'est vrai, mais par une éventuelle fureur populaire, sinon par une cupidité plus vorace que la leur, celle de ceux qui sont riches parmi les riches. Le malheur ne s'abattra pas sur eux en prenant d'assaut, à l'aube, leurs résidences de luxe, il viendra sonner à la porte principale, aux heures de bureau. Le voleur qui leur fait si peur n'a pas les traits du pauvre, mais ceux du banquier prospère.

Aussi est-ce vain que certains espèrent que la défense de l'Etat national vienne du patronat mexicain, des hommes politiques ou des « institutions de la République ».

Cinquième partie : une histoire

L'histoire des communes autonomes rebelles zapatistes est relativement courte. Elle n'a que sept ans et entre dans sa huitième année. Leur création avait été annoncée à l'occasion de la rupture de l'encerclement militaire, en décembre 1994, mais ces communes autonomes rebelles zapatistes (...) ont mis un moment avant de véritablement voir le jour.

Aujourd'hui, l'exercice de l'autonomie indigène est une réalité en terre zapatiste et nous sommes fiers de pouvoir dire qu'elle est l'œuvre des communautés elles-mêmes. L'EZLN s'est limitée à accompagner ce processus et à intervenir en cas de conflits ou de dérives. C'est ce qui explique que la voix de l'EZLN ne coïncidait pas avec celle des communes autonomes.

(...) Il n'est pas rare que les personnes interlocutrices de la société civile, en raison de leur charge, de leur rôle au sein d'une communauté, d'une commune autonome, d'une région ou d'une zone, bénéficient d'une attention spéciale et reçoivent des cadeaux qui font jaser les autres membres des communautés et qui ne respectent pas le critère zapatiste « à chacun selon ses besoins ». Je dois préciser qu'il ne s'agit ni de relations perverses ni de ce que quelqu'un s'est permis d'appeler hautainement une « contre-insurrection bien intentionnée », mais de quelque chose de naturel dans les relations humaines. Cependant, cela peut provoquer des déséquilibres dans la vie communautaire quand il n'existe pas de contrepartie à cette attention privilégiée.

En ce qui concerne leur relation avec les communautés zapatistes, notre « commander en obéissant » a été appliqué sans distinction. Les autorités doivent s'assurer que les accords des communautés sont respectés et elles doivent informer régulièrement de leurs décisions, le « poids » de la collectivité ainsi que le « bouche-à-oreille », qui fonctionne dans toutes les communautés, constituant des gardiens difficiles à esquiver. Il n'empêche qu'il y a quand même des gens qui trouvent le moyen de tromper cette vigilance et de se laisser corrompre, sans que cela aille très loin cependant. Il est en effet impossible de cacher un enrichissement illicite dans les communautés, les responsables étant châtiés et étant obligés de collectiviser et de rendre à la communauté ce qu'ils se sont indûment approprié.

Quand une « autorité » sort du droit chemin, se corrompt ou, pour employer un terme de chez nous, « esta de haragan » (tire-au-flanc), on lui retire sa charge, son mandat, et elle est remplacée. Dans les communautés zapatistes, la charge d'être une autorité n'est en aucune façon rémunérée (pendant tout le temps qu'une personne est une autorité, elle est prise en charge par la communauté), elle est conçue comme un travail effectué pour le bien de la collectivité et suit une rotation. D'autre part, il n'est pas rare qu'elle soit utilisée par la collectivité pour sanctionner la négligence ou le manque d'intérêt de l'un de ses membres. C'est ce qui arrive, par exemple, quand une personne vient très peu aux assemblées

communautaires et qu'elle est punie en se voyant confier une charge comme agent municipal ou responsable de l'ejido.

Cette « forme » d'autonomie (que je résume ici à l'extrême) n'est ni une invention ni un apport de l'EZLN. Elle vient de bien plus loin et cela faisait déjà un bon moment qu'elle était en place quand a été fondée l'EZLN, quoique seulement au niveau de chaque communauté. C'est en raison de la croissance démesurée de l'EZLN (à la fin des années 1980, comme je l'ai expliqué antérieurement) que cette pratique est passée du niveau local au régional. Fonctionnant avec des responsables au niveau local (des personnes chargées de l'organisation de chaque communauté) et de zone (un groupe de régions), l'EZLN a pu constater que, de façon naturelle, les personnes qui n'effectuaient pas correctement leurs tâches étaient remplacées par d'autres. Sauf en ce qui concerne l'EZLN, étant donné que c'est une organisation politico-militaire, où le commandement prend la décision finale.

Je me réfère au fait que la structure militaire de l'EZLN « contaminait » d'une certaine manière une tradition de démocratie et d'autonomie. L'EZLN était, pour ainsi dire, un des éléments « antidémocratiques » dans un rapport de démocratie directe communautaire (l'Eglise constitue un autre élément antidémocratique, mais c'est un thème à aborder dans un autre texte). Quand les communes autonomes ont commencé leur existence, l'autonomie est non seulement passée du local au régional, mais elle s'est aussi délestée (de façon tendancielle) de « l'ombre » de la structure militaire. L'EZLN n'intervient en rien dans la désignation ou la destitution des autorités autonomes. Elle s'est cependant limitée à signaler – étant donné que l'EZLN, par principe, ne lutte pas pour prendre le pouvoir – qu'aucun des chefs et gradés militaires ou membres du Comité clandestin révolutionnaire indigène ne peut occuper une charge d'autorité dans une communauté ou dans une commune autonome. Ceux et celles qui souhaitent participer aux gouvernements autonomes doivent renoncer définitivement à tout rôle organisateur au sein de l'EZLN.

Je ne vais pas m'étendre très longtemps sur le fonctionnement des conseils autonomes. Leurs actes parlent fort bien pour eux (leur modo, leur méthode, comme nous disons) et il ne manque pas de témoins « Société civile » mexicains ou d'autres pays qui les ont vus fonctionner et travaillent directement avec eux.

Je ne voudrais cependant pas donner l'impression qu'il s'agit de quelque chose de parfait et qu'on l'idéalise. Sur les territoires zapatistes, le « commander en obéissant » est une tendance, qui n'est pas sans connaître des hauts et des bas, des contradictions et des déviations, mais c'est une tendance dominante. Que cette tendance ait bénéficié aux communautés, j'en veux pour preuve qu'elles ont pu survivre à des persécutions, à un harcèlement et à une pauvreté rarement rencontrés dans l'histoire du monde. Sans parler du fait que les conseils autonomes sont parvenus, avec le soutien fondamental des « Société civile », à mener une tâche titanesque : construire les conditions matérielles de la résistance.

Chargés de gouverner un territoire en rébellion, c'est-à-dire sans quelque appui que ce soit des institutions, et soumis aux persécutions et au harcèlement de l'armée fédérale, les conseils autonomes ont déployé leurs batteries dans deux directions essentielles : la santé et l'éducation. En ce qui concerne la santé, ils ne se sont pas contentés de construire des cliniques et des pharmacies (toujours avec l'appui des « Société civile », ne l'oublions pas), ils ont également formé des agents de santé et poursuivent des campagnes permanentes d'hygiène communautaire et de prévention des maladies. *Entre parenthèses, un jour une de ces campagnes m'a presque valu d'être critiqué en assemblée (je ne sais pas si vous savez ce que c'est que d'être critiqué dans une assemblée, mais si vous ne le savez pas, qu'il suffise de dire que l'enfer ne doit pas être très différent) et d'être « regardé » par la communauté (c'est-*

à-dire que les gens vous « regardent », mais avec un de ces regards qui donnent le frisson ; comme au purgatoire, quoi). Je crois bien que c'était à La Realidad, où j'étais de passage et où je devais passer la nuit dans une des cabanes prévues par les compas pour ce genre d'occasion. Ce jour-là, « ceusses du comité de santé » de la communauté sont passés vérifier les toilettes de toutes les maisons (aux termes d'un accord, les toilettes devaient être régulièrement couvertes de chaux et de cendres pour éviter la prolifération de maladies). Vous vous en doutez, bien entendu nos toilettes n'avaient ni chaux ni cendres. Les « Comité de santé » m'ont aimablement déclaré : « Compañero sous-commandant insurgé Marcos (...) dans vos toilettes il n'y a ni chaux ni cendres alors vous devrez en mettre et demain nous repasserons pour voir si c'est fait ». Moi j'ai commencé à bredouiller quelque chose à propos du voyage, de mon cheval boiteux, des communiqués, des mouvements de troupes, des paramilitaires et je ne sais plus quoi d'autre. Les « Comité de santé » m'ont écouté patiemment jusqu'à ce que je finisse de parler, puis m'ont dit : « C'est tout, camarade sous-commandant insurgé Marcos ». Vous pouvez être sûr que le lendemain, quand les « Comité de santé » sont passés, les toilettes avaient leurs cendres, leur chaux, leur sable et que s'il n'y avait pas de ciment c'est parce que je n'en ai pas trouvé, parce que, sinon, je les aurais scellées à jamais ces maudites toilettes.

Dans le domaine de l'éducation, dans des terres où il n'y avait pas d'écoles et encore moins de professeurs, les conseils autonomes (avec l'appui des « Société civile », je ne me lasserai pas de le répéter) ont construit des écoles, formé des promoteurs d'éducation et, dans certains cas, ont été jusqu'à créer leurs propres contenus éducatifs et pédagogiques. Manuels d'alphabétisation et livres de textes sont élaborés par les « compas ». (...) Dans certaines régions (pas dans toutes, certes), on a été en mesure de faire que des petites filles assistent aux cours alors qu'elles sont traditionnellement exclues de l'accès aux connaissances, depuis les temps ancestraux. Même si l'on est parvenu à empêcher que les femmes continuent d'être vendues et à faire qu'elles puissent aujourd'hui choisir librement leur compagnon, il existe encore sur les terres zapatistes ce que les féministes (nomment) « discrimination du genre ». La loi révolutionnaire des femmes est encore loin d'être totalement respectée.

L'éducation est gratuite et les « Comité d'éducation » font tout leur possible (je répète : avec le soutien des « Société civile) pour que tous les élèves aient un cahier et un crayon, sans rien avoir à déboursier. On fait des efforts pour que dans la santé tout soit gratuit également. Dans certaines cliniques zapatistes, on ne fait payer aux companeras et companeros ni la visite, ni les médicaments, ni l'opération (dans le cas où elle serait nécessaire et où il est possible de la réaliser sur place) ; pour le reste, on ne fait payer que le prix du médicament, pas la visite ou les soins.

En dehors de l'éducation et de la santé, les conseils autonomes s'occupent aussi des problèmes de la terre, du travail et du commerce, où des progrès sont faits. Ils s'occupent également des questions de logement et d'alimentation, et à ce niveau nous en sommes au tout début. Là où ça va assez bien, c'est au niveau de la culture et de l'information. Sur le plan de la culture, on promeut surtout la défense de la langue et des traditions culturelles. Sur celui de l'information, plusieurs stations de radio zapatistes émettent des bulletins d'information en langue locale. Elles émettent aussi, entrecoupées de musique de toute sorte, des messages recommandant aux hommes le respect des femmes et appelant les femmes à s'organiser et à exiger le respect de leurs droits.

Tandis que le soulèvement du 1^{er} janvier 1994 a été possible grâce à une conspiration impliquant la complicité de dizaines de milliers d'indigènes, la construction de l'autonomie en territoire rebelle, elle, est possible grâce à la complicité de centaines de milliers de

personnes de différentes couleurs, de différentes nationalités, de différentes cultures et de différentes langues. Bref, de mondes différents.

Sixième partie : un bon gouvernement

Dans chaque zone, le Comité clandestin révolutionnaire indigène veillera au bon fonctionnement des conseils de bon gouvernement afin d'empêcher tout acte de corruption, toute manifestation d'intolérance, tout arbitraire, toute injustice ou toute infraction au principe zapatiste « commander en obéissant ».

Les conseils de bon gouvernement ont déjà adopté les premières mesures suivantes : (...) Il ne sera plus permis de destiner les dons et le soutien de la société civile mexicaine et d'autres pays à une personne en particulier ou à une communauté ou commune autonome déterminée. C'est le conseil de bon gouvernement qui décidera, après avoir évalué la situation des communautés, où il est nécessaire que ce soutien soit accordé. (...) Quand une communauté, une commune ou une collectivité reçoit une aide économique pour un projet, elle est tenue de donner 10 pour cent de celle-ci au conseil de bon gouvernement pour que ce dernier le destine à une autre communauté ne bénéficiant d'aucun soutien. L'objectif de cette mesure est d'équilibrer un tant soit peu le développement économique des communautés en résistance. Ajoutons qu'aucun surplus et aucune aumône ne seront tolérés, pas plus que toute tentative d'imposer un projet à une communauté.

Septième et dernière partie : un post-scriptum

C'est officiel, vous êtes tou(te)s formellement invité(e)s à la cérémonie d'enterrement des Aguascalientes et à la fête pour donner un nom aux Caracoles et inaugurer les conseils de bon gouvernement (...) On prévoit peu de discours et beaucoup de chansons (le bruit court avec insistance que des orchestres zapatistes des différentes zones y viendront et que nous ferons un hyper-méga-magna-super-extra concert sans autre prétexte que la joie d'être encore en vie et rebelles – en comparaison, n'importe quel concert de techno sera comme un goûter avec ananas, gorritos et paquets de bonbons).

Sous les cieux zapatistes, la seule nourriture abondante et consistante est l'espoir.